

# La crise économique en cours<sup>1</sup>

## La comparaison avec la crise de 1929-1933 est pertinente

Marc Bonhomme

La crise a débuté il y a un peu plus d'un an. Il a fallu à celle débutant en 1929 trois ans et demi pour se rendre au fond du baril. Malgré une articulation opposée entre crise financière et crise économique et une hégémonie plus forte des États-Unis que celle du Royaume-Uni d'alors<sup>2</sup>, l'issue risque d'être probablement la même. De la même manière que la crise de 1929-33 fut celle du capitalisme libéral, celle d'aujourd'hui l'est du capitalisme néolibéral. Ceux qui interprétèrent alors et qui interprètent aujourd'hui la crise comme étant essentiellement financière, pronostiquèrent un impact mineur sur l'économie réelle quitte, après coup, à expliquer la profondeur de la crise de 1929 par une mauvaise politique monétaire et fiscale qui ne fut corrigé qu'avec le « New Deal ». L'inconnu est moins l'issue de la crise que la réponse du prolétariat qui aujourd'hui comme alors est à plat.

TABLE DES MATIÈRES	
La guerre économique préventive	page 3
Une crise de surproduction dès le départ... s'exprimant financièrement	page 7
Les avantages, pour la bourgeoisie, d'une crise à la 29-33	page 14
Une sortie de crise anticapitaliste...	page 18
... ou le retour à Keynes	page 20
Un néolibéralisme... étatique pour un « capitalisme vert »	page 24

24 octobre 2008

<sup>1</sup> Pour une analyse des facteurs de fonds expliquant la crise voir mon diaporama sur le site d'ATTAC-Québec: [http://www.quebec.attac.org/IMG/ppt/La\\_crise\\_economique\\_-\\_site.ppt](http://www.quebec.attac.org/IMG/ppt/La_crise_economique_-_site.ppt)

<sup>2</sup> Voir Claudio Katz, "Capitalismo, el fin de una época", Pagina 12, Buenos Aires, 8/10/08



## La guerre économique préventive

Au Canada, après un an de crise, le taux de chômage n'a augmenté que de quelques dixièmes de points de pourcentage<sup>3</sup> (mais de 1.4 point de pourcentage aux ÉU<sup>4</sup>). De 1929 à 1930, l'augmentation y avait été de 6 points de pourcentage<sup>5</sup>. L'explication de cette différence n'est pas sorcier. Contrairement à la crise de 1929-33, le gouvernement étasunien a fait de l'interventionnisme préventif au bénéfice du capital financier<sup>6</sup> tout comme il a fait pour lui la guerre préventive contre l'Iraq... avec sans doute le même résultat. À ce jour, les ÉU ont avancé environ 13% de leur PIB pour sauver leurs banques (1 500 milliards ou 1500 giga-dollars ou 1500 G\$ = 1.5 billion ou 1.5 téra-dollar ou 1.5 T\$)<sup>7</sup>, les pays de la zone euro, environ 20% de leur PIB (1.6 T\$)<sup>8</sup> étant donné la part relativement plus importante dans le passif de ses banques des emprunts auprès des marchés financiers que des dépôts. (Heureusement, le « meilleur pays au monde » grâce à ses banques, aussi apparemment les meilleures au monde, a pu se contenter d'un minuscule 25 G\$ en rachat d'illiquides créances hypothécaires en retour de liquides bons du trésor<sup>9</sup>)

Ajoutons à ces apports faramineux les lignes de crédit encore plus gargantuesques des banques centrales en faveur des banques de dépôts puis des banques d'affaires, aujourd'hui toutes disparues aux ÉU par banqueroute, absorptions ou transformations, et enfin pour les prêts interbancaires et bonds de trésorerie (*commercial paper*) de l'ensemble des entreprises et même des municipalités afin que le système de crédit, l'huile dans le moteur de la rotation réelle du capital, ne s'étouffe pas complètement. Aux ÉU, ces engagements pour lesquels la banque centrale (*Federal Reserve System*) doit avoir des fonds disponibles sont de 4.7 T\$<sup>10</sup>. La bienheureuse Banque du Canada n'a dû consacrer à ces lignes de crédit que 26 G\$ pour l'instant.<sup>11</sup>

---

<sup>3</sup> Quotidien de Statistique Canada, 10 octobre 2008

<sup>4</sup> Communiqué du Bureau of Labor Statistics des ÉU pour septembre 2008

<sup>5</sup> Statistiques historiques, site web de Statistique Canada

<sup>6</sup> Rappelons que le « capital financier » n'est pas le « capital monétaire » ou « financeur » mais le noyau dirigeant du capitalisme depuis l'avènement à la fin du XIX<sup>è</sup> siècle de la société par actions et de son corollaire, le système de crédit qui met les banques au centre stratégique de l'accumulation du capital. Ceux et celles qui pensaient que le néolibéralisme avait marginalisé les banques par le recours direct des transnationales aux marchés monétaire (à court terme) et obligataire (à moyen et long terme) et de leurs produits dérivés se sont aperçus, avec la crise financière, que les banques demeurent la source ultime de financement de ces marchés (et de la bourse) et même des acteurs directs de premier ordre par leurs filiales non supervisées et à hauts risques.

<sup>7</sup> New York Times, 17 octobre 2008, "Adding up the Government's Financial Commitment"

<sup>8</sup> Financial Times, 14 octobre 2008

<sup>9</sup> Le Devoir (page Idées) du 15 octobre 2008

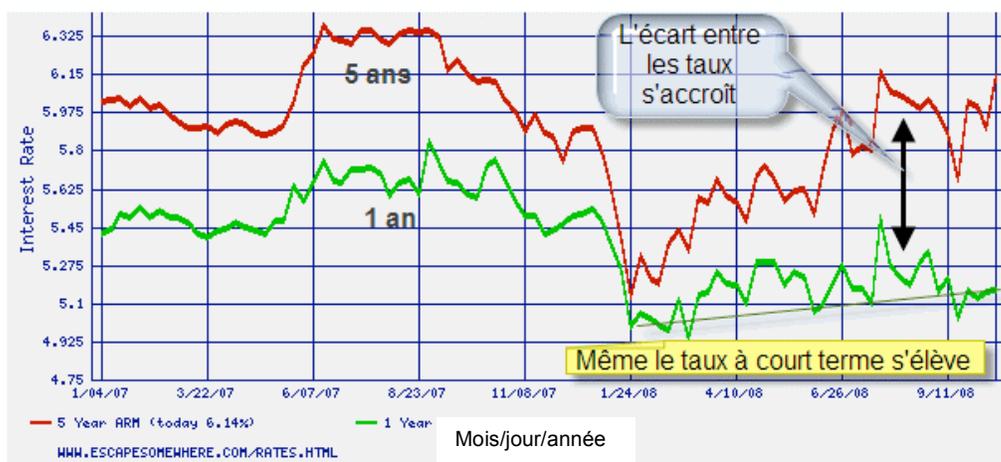
<sup>10</sup> New York Times, 17 octobre 2008, "Adding up the Government's Financial Commitment". À ce tableau il faut ajouter 0.5 T\$ : "For decades, Americans have considered money-market mutual funds as safe as bank accounts. On Tuesday, the Federal Reserve pledged \$540 billion to make sure they really are." (21 octobre 2008)

<sup>11</sup> Radio-Canada, 15 octobre 2008. Mais Ottawa en rajoutera pour soutenir les prêts interbancaires (*Ottawa poised to bolster bank lending*, Globe and Mail, 20 octobre 2008)

À ces lignes de crédit s'additionne la baisse des taux d'intérêt officiels à court terme des banques centrales étasunienne et canadienne que suit depuis peu, en concertation, la banque centrale de la zone euro. Le taux de base de la banque centrale étasunienne (Federal Fund Rate) est passé de 5.25% en août 2007 — le début de la crise — à 1.5%<sup>12</sup> le 8 octobre 2008 alors qu'ont agi de conserve l'ensemble des banques centrales des pays impérialistes. Remarquons, cependant, étant donné le *credit crunch*<sup>13</sup> que les taux à long terme et même à court terme, dont les taux hypothécaires, ne suivent pas :

### Graphique 1

Taux hypothécaires aux ÉU à court terme (1 an) et moyen terme (5 ans)  
Janvier 2007 à octobre 2008



Pour donner une idée concrète des sommes impliquées, disons que selon Oxfam il faudrait 10 misérables milliards « *pour aider les pays pauvres à surmonter leurs crises alimentaires* » alors que « *[p]rès d'un milliard d'habitants des pays en développement sont menacés par la famine dans le sillage de la hausse des prix des aliments...* », que l'Afrique a un modeste « *250 milliards de dollars de dettes que les pays occidentaux refusent d'annuler.* » pendant que « *l'Éthiopie a fait savoir hier que 6.4 millions de personnes dans le pays avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence à cause de la sécheresse et [qu']elle avait demandé 265 millions [ou 265 méga-dollars ou 265 M\$ = 0.265 G\$ = 0.000265 T\$] de dollars supplémentaires aux donateurs.* »<sup>14</sup>

Aux États-Unis, avec les seuls 700 G\$ dégagés au début octobre 2008 par le Congrès, dont 250 G\$ ont déjà été injectés dans le capital des banques, il serait possible — reprenez bien votre souffle — de reconstruire 90% des 77 000 ponts détériorés des ÉU (162 G\$), de doubler les dépenses fédérales pour les enfants handicapés et ayant des besoins spéciaux (22 G\$), d'éliminer les déficits des 29 états en ayant un cette année<sup>15</sup> (49 G\$), de doubler le programme aidant les pauvres et les vieillards à payer

<sup>12</sup> Federal Reserve Board, Intended federal funds rate

<sup>13</sup> "Saving the banks from collapse is not the same as stopping a credit crunch..." (The Economist, 16/01/08)

<sup>14</sup> Le Devoir, 14, 15 et 16 octobre 2008

<sup>15</sup> Aux ÉU, il est interdit aux états de faire des déficits. Il leur faut alors immédiatement couper les dépenses ou/et hausser les taxes.

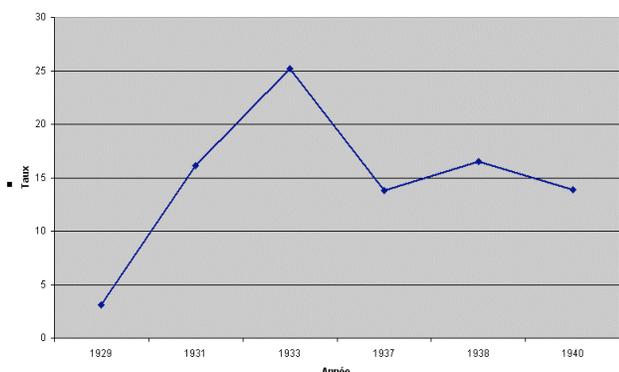
leur facture de chauffage (5 G\$), de donner des bourses d'études pour quatre ans à trois millions d'étudiantes (74 G\$), d'acheter 40 livres de riz pour chaque personne en Afrique (64 G\$), de construire un million de logis sociaux (138 G\$), de multiplier par dix le budget fédéral de santé-sécurité au travail (3 G\$), de reconstruire chacune des 33 000 écoles détériorées (36 G\$), de fournir les soins de santé aux 46 millions de personnes sans assurance-santé (109 G\$), de donner 50 000 \$ à chacune des 760 000 personnes qui ont perdu leur emploi depuis le début de la crise (38 G\$). « Mais il faut sauver les banques pour éviter l'écroulement de l'économie » me direz-vous ? Un impôt sur les fortunes du million d'étasuniens les plus riches au taux de seulement 4.2%, une seule fois, suffirait à ce financement.<sup>16</sup>

Même les néo-keynésiens pro-Obama vont dans le même sens mais plus modérément... une fois assuré le sauvetage des banques... et sans remettre en question les dépenses guerrières. Le nouveau prix Nobel en économie, après avoir chanté les louanges du massif plan britannique du sauvetage des banques de la City lequel a montré la voie aux autres, appelle à l'aide aux sans emploi, aux états, aux hypothéqués insolubles et à de « *sérieuses dépenses dans les infrastructures* » mais sans dire mot à propos de la guerre sans doute parce que « *ce dont nous avons besoin maintenant c'est plus de dépenses gouvernementales* »... n'importe quoi donc qui sauve le capital et renforce l'impérialiste bourgeoisie étasunienne.<sup>17</sup>

Évidemment, si tout rentre dans l'ordre, en principe les gouvernements devraient récupérer leurs mises à court ou à long terme. Pour que la crise de 1929-33 soit finalement résorbée, il avait fallu aux ÉU, après la longue récession de 1933-40 y compris la rechute de 1938, les gigantesques dépenses, et le tout aussi gigantesque endettement de l'État (graphique 3), et la grande mobilisation de la Deuxième guerre mondiale dont il ne furent pas le champ de bataille — idem pour le Canada — pour retrouver le bas taux de chômage de 1929 (graphique 2).

**Graphique 2**

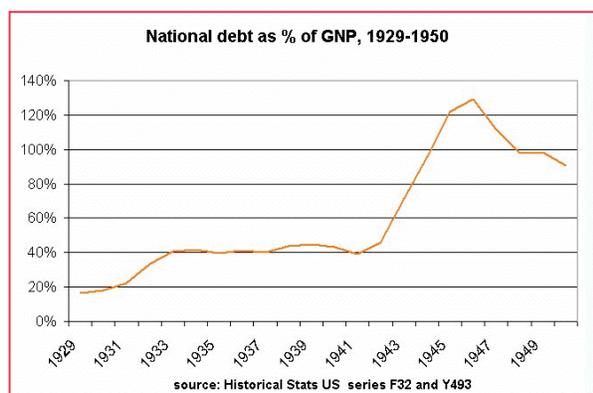
Taux de chômage, ÉE, 1929-40



Source des données : Wikipédia

**Graphique 3**

Dettes nationales des ÉU, 1929 à 1950

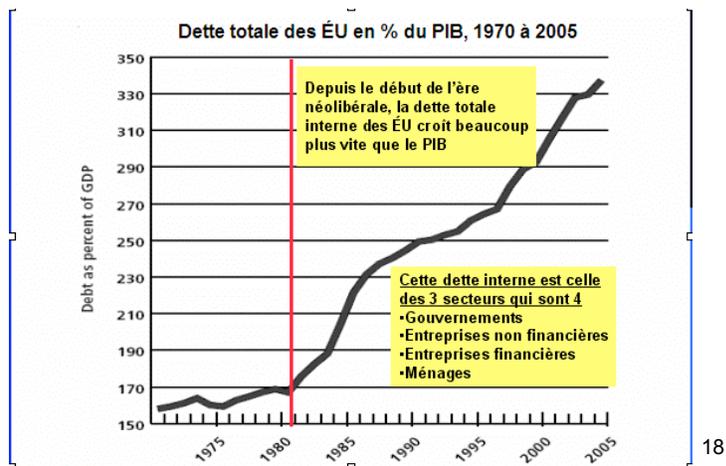


<sup>16</sup> SocialistWorker.org, 10 octobre 2008

<sup>17</sup> Chronique de Pauk Krugman, New-York Times, 9 et 16 octobre 2008

Ces injections et lignes de crédit de plusieurs billions de dollars pour sauver les banques auraient pu servir mille fois à transformer les insolubles besoins sociaux en demande solvable et donc à re-pomper l'économie. « Cependant, m'objectera-t-on, ces billions vont quand même aboutir, certes en passant par les banques et à leurs profits, entre les mains de ceux et celles qui en ont besoin même si c'est sous la forme moins souhaitable de prêts qui augmenteront encore un endettement déjà trop grand. » :

**Graphique 4**



Ce n'est pas le cas. On vient de voir que les taux hypothécaires aux EU (graphique 1), depuis le début de 2008, ont nettement augmenté. Même les taux interbancaires — les taux d'intérêt auxquels se prêtent les banques — restaient anormalement élevés après près de 6 T\$ d'avances et de garanties de fonds sous diverses formes.<sup>19</sup> Cela signifie que les banques thésaurisent le plus possible tous ces billions au lieu de les faire circuler, ce que laisse faire leurs très généreux bailleurs de fonds... avec nos fonds de contribuables. Techniquement parlant, la baisse fulgurante de la vitesse de circulation de la monnaie fait plus qu'annuler l'injection massive de monnaie. Pourquoi ? Parce que le problème du système de crédit n'en est fondamentalement pas un de liquidité mais de solvabilité. Les banques ne font pas plus confiance à la capacité de payer des autres banques qu'à leurs clients. Et elles ont bien raison.

<sup>18</sup> Monthly Review

<sup>19</sup> “[Interbank] [b]orrowing costs remain very high by historic standards, but the risk that banks will be unable to roll over their short-term funding has receded now that governments are, in effect, acting as counterparties” (The Economist, 16/10/08). Le 17, le New York Times titrait à la une “Banks Are Likely to Hold Tight to Bailout Money”

## Une crise de surproduction dès le départ... s'exprimant financièrement

La crise a éclaté en août 2007 — elle s'était annoncée bien avant dès 2006 si ce n'est 2005 — justement parce que toute une catégorie d'emprunteurs à faible revenu étaient insolvable aussitôt épuisés les rabais racoleurs de leurs hypothèques... ce que savaient pertinemment les banques prêteuses. Ce qui explique leur empressement à vendre ces créances sur le marché secondaire — les dit « produits adossés » — une fois les commissions ramassées. À leur tour, ces acheteurs de produits adossés, conscients de la toxicité de ces paquets d'hypothèques à haut rendement, se dépêchaient de s'assurer par d'autres produits dérivés grâce à des spéculateurs, très souvent de « respectables » compagnies d'assurances et pas seulement des fonds spéculatifs (hedge funds), prenant sur eux le risque de défaut de paiements contre de fortes primes qui prenaient l'apparence de commissions ou de taux d'intérêt pour éviter toute supervision gouvernementale. Or ces pseudo assurances dites en anglais *Credit Default Swaps*, qui n'assurent pas seulement les hypothèques mais l'ensemble du marché obligataire, étaient le segment en croissance le plus rapide des dit produits dérivés. En 2007, ils avaient une valeur notionnelle de 55 T\$ sur un total de 600 T\$ pour l'ensemble des produits dérivés.<sup>20</sup> Faut-il préciser que les quelques billions injectés par les banques centrales ne feront pas le poids si l'édifice de ces prêts pyramidaux s'effondre, les valeurs notionnelles devenant soudainement cruellement réelles.

Depuis la financiarisation du capitalisme à la fin du XIX<sup>ie</sup> siècle, et encore plus depuis sa néolibéralisation, les aspects financiers et ceux dit réels sont inextricablement liés. Il est parfois possible de contrer une crise confinée à la seule bulle financière, comme celle de la bourse en 1987, par un déluge de facilités de crédits pour continuer le casino. Lors de la crise boursière de la haute technologie en 2000-01, l'enflure de la bulle était telle qu'en plus du crédit facile il a fallu que la spéculation immobilière se substitue à la spéculation boursière pour prolonger la fête. Cette solution, cependant, avait l'inconvénient de sortir la spéculation de la bulle en l'imbriquant dans la réalité du logement prolétarien. Pour résoudre la crise financière qui allait inévitablement en découler, le prolétariat allait cette fois devoir passer à la caisse tout comme le FMI, à la fin des années 1990 et début 2000, avait résolu les crises financières est-asiatique, russe et argentine sur le dos des peuples.<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> The Economist, 9 octobre 2008. Au début octobre 2008, le FMI évaluait les pertes financières à 1.4 T\$ dont seulement la moitié avait été reconnue par les banques.

<sup>21</sup> La crise permet un retour du FMI, lui qui s'était discrédité par la gestion de la crise est-asiatique de la fin des années 90 et dont plusieurs pays avaient rejeté le joug en lui payant leurs dettes. Hier c'était un compte courant déficitaire, aujourd'hui c'est la soif de dollars. "The International Monetary Fund, which is in negotiations with several countries to provide emergency loans, is also working to arrange a huge credit line that would allow other countries desperate for foreign capital to borrow dollars, according to several officials. The list of countries under threat is growing by the day, and now includes such emerging-market stalwarts as Brazil, South Africa and Turkey." (New York Times, 24 octobre 2008)

La crise des hypothèques de pacotille (*subprimes*) aux ÉU qui a démarré la débandade est en même temps financière et réelle. Cette crise était en partant une crise typique de surproduction de logements. Il y avait certes un besoin social mais pas de demande solvable pour ceux-ci. Comme l'achat de logements se fait sur la base de paiements mensuels à long terme étant donné l'absence d'épargnes prolétariennes suffisantes et même minimales pour les acheter comptant, ce marché très réel qui répond à un besoin vital doit recourir massivement aux banques<sup>22</sup>. Celles-ci peuvent masquer un certain temps la crise de surproduction de logements en réduisant au minimum la mensualité qui doit quand même couvrir le remboursement du principal et de l'intérêt dans un temps donné qui peut difficilement être allongé au-delà soit de la durée de vie utile du logement soit de la vie de l'acheteur quoique on a déjà vu au Japon des hypothèques s'étendant sur deux générations.

Au maximum, on parle d'une hypothèque sur 40 ou 50 ans couvrant la totalité de la valeur du logement. Étant donné les aléas de la vie envenimés par les crises et la précarité inhérentes au capitalisme néolibéral sans compter la croissance des inégalités et la stagnation salariale<sup>23</sup>, les solutions de continuité des mensualités deviennent fréquentes. Si on y ajoute les trucages des hypothèques de pacotilles qui diminuent les paiements des premiers trois ans aux dépens des années suivantes, l'éclatement de la crise de surproduction de logements ne pouvait qu'être retardée mais non évitée. Il faut se rendre compte qu'aux ÉU le sous-marché des hypothèques de pacotille avait le rôle de politique sociale du logement tout comme la carte de crédit se substitue bien souvent aux déficiences de la politique de santé et sociale. Plus généralement dans les pays impérialistes (et pour les classes moyennes des pays dépendants), le capitalisme a financiarisé la consommation prolétarienne jusqu'à souvent l'épicerie. En intégrant le prolétariat au capitalisme, les buts d'une telle financiarisation des politiques immobilière et sociale ne sont pas qu'économiques<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> Selon SocialistWorker.org (6 octobre 2008), "*Americans have \$2.6 trillion in consumer debt, up 22 percent just since 2000. Millions of people borrowed by taking out a second mortgages on their homes--a figure equal to \$1.1 trillion by early 2008. By the end of 2007, mortgage debt was \$10.5 trillion, more than twice the level of \$4.8 trillion that existed in 2000.*"

<sup>23</sup> Selon SocialistWorker.org (6 octobre 2008), "*Workers' wages in the U.S. have been stagnant since 1973, with family income increasing only because of the increased numbers of women in the workforce and people working longer hours. But in the economic expansion that began in 2001, family income actually declined--the first time this has happened since the Second World War. Today, some 26.4 percent of U.S. workers work for poverty wages [...] At the other end of the spectrum, the richest 1 percent saw its overall share of annual earnings almost double from 7.3 percent in 1979 to 13.6 percent in 2006, the most recent year for which figures are available. The top 0.1 percent did even better--their annual earnings increased 324 percent from 1979 to 2006, to more than \$2.2 million.*"

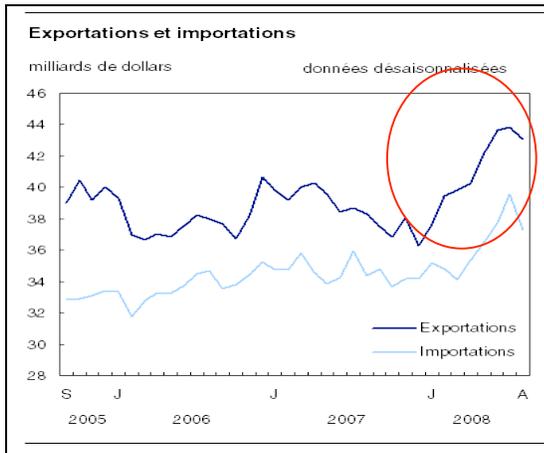
<sup>24</sup> "*A nation of property-owners would be resistant to higher taxes and to left-wing attacks on business.*" (The Economist, 16/10/08) Ajoutons-y les plans de pension capitalisés qui en plus, aux ÉU, sont passés de majoritairement à prestations déterminées (60% en 1980) à majoritairement à contributions déterminées (61% en 2004). Le Congressional Budget Office estimait au début octobre, donc avant la grande plongée, que les pertes boursières des fonds de pension étaient de 2 T\$ (SocialistWorker.org, 15 octobre 2008).

Ce qui a éclaté en août 2007 puis qui s'étend et s'aggrave avec la baisse de la valeur des logements<sup>25</sup>, qui s'est approfondi par l'effet domino des produits dérivés, et finalement qui s'élargit à d'autres marchés (automobile, ventes au détail) est fondamentalement une crise de surproduction démultipliée par la crise financière. Selon la chronique du 17 octobre du New-York Times du nouveau prix Nobel d'économie,

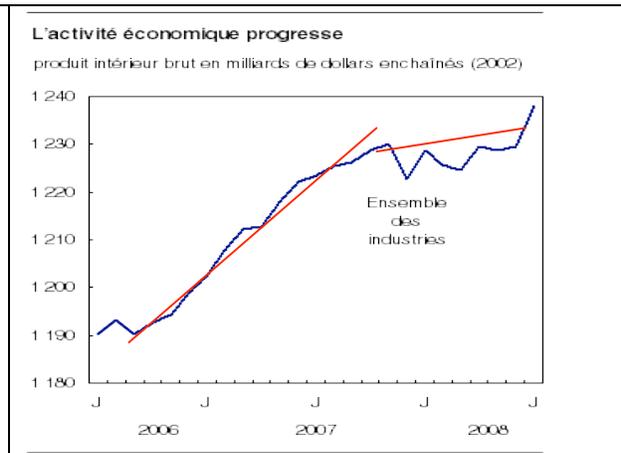
*"Just this week, we learned that retail sales have fallen off a cliff, and so has industrial production. Unemployment claims are at steep-recession levels, and the Philadelphia Fed's manufacturing index [un indice très coté aux ÉU, NDLR] is falling at the fastest pace in almost 20 years. All signs point to an economic slump that will be nasty, brutish — and long."*

Au Canada, la crise a commencé même si elle a été jusqu'ici fortement atténué par l'absence d'une crise hypothécaire et par le boom des matières premières, en particulier du pétrole. Poussées par l'importante augmentation du prix du baril de pétrole et de son volume, les exportations (graphique 5), du moins jusqu'en juillet, ont entraîné le PIB vers le haut mais à un rythme ralenti depuis le mi-2007, le début de la crise (graphique 6) :

**Graphique 5**



**Graphique 6**



Cependant, la récente baisse du prix du baril de pétrole va changer la donne d'autant plus que le marché intérieur a commencé à se rapetisser tel que montré par le recul des ventes d'automobiles depuis la fin 2007 (graphique 7), la stagnation de la valeur des permis de bâtir depuis la mi-2007, et sa baisse en août (graphique 8), et surtout la

<sup>25</sup> Comme le montre le graphique suivant du New York Times, le ratio prix des maisons/loyer ne fait que commencer à se résorber :



Le sixième des ménages étasuniens (12 millions) a une hypothèque dont la valeur est supérieure à celle de leurs maisons. (SocialistWorker.org, 15/10/08)

baisse tendancielle de la production industrielle mesurée en dollars constants depuis le début 2007 (graphique 9), laquelle tout probablement continuera :

**Graphique 7**

**Graphique 8**

**Graphique 9**



Les récentes et nombreuses annonces ou menaces de fermetures d'usines au Québec dans la seule semaine du 12 octobre de compagnies rentables en sont un signe avant-coureur. Beaulieu Canada, le plus grand fabricant de tapis canadien avec ses trois usines et filiale d'une transnationale belgo-étasunienne, annonçait la fermeture de son usine d'Acton Vale sous le prétexte que ses 300 travailleurs avaient refusé une baisse de salaire de 15%, en réalité parce ses propriétaires sont à cours d'argent suite à une pénalité du fisc étasunien pour évasion fiscale.<sup>26</sup> Camoplast, fabricant canadien de composants de plastique et sous-traitant entre autres de Bombardier avec une douzaine d'usines au Canada, aux ÉU, Mexique et en Europe, ferme son usine de Princeville mettant à la porte 200 travailleurs.<sup>27</sup> En novembre dernier, l'entreprise avait reçu une subvention de 2.3 millions \$ du gouvernement du Québec.<sup>28</sup> Frito-Lay, dans le cadre de la rationalisation de Pepsi dont elle est une filiale, ferme son usine de Pointe-Claire mettant à la porte une soixantaine d'employés sur 3300 ailleurs dans le monde par Pepsi.<sup>29</sup> La transnationale néerlandaise Unilever ferme son usine de Baie-d'Urfé à l'ouest de Montréal au prix de 110 emplois.<sup>30</sup> Kruger ferme temporairement ses deux usines de Trois-Rivières affectant 250 travailleurs.<sup>31</sup> Rio Tinto/Alcan retarde ses projets de modernisation-expansion malgré les subventions importantes de Québec et d'Hydro-Québec.<sup>32</sup> Catelli, à Montréal, sous menace de fermeture et avec la collaboration de la direction syndicale, force ses 250 employés à un gel salarial sur trois ans et à transformer leur plan de pension à prestations déterminées à un plan à contributions déterminées.<sup>33</sup>

<sup>26</sup> Canoë (21/08/08), Cyberpresse (17/10/08)

<sup>27</sup> Cyberpresse, 15 octobre 2008

<sup>28</sup> Telbec, 19 novembre 2007

<sup>29</sup> Radio-Canada, 14 octobre 2008

<sup>30</sup> Le Devoir, 17 octobre 2008

<sup>31</sup> Cyberpresse, 16 octobre 2008

<sup>32</sup> Le Devoir, 16 octobre 2008

<sup>33</sup> Canoë, 17 octobre 2008

La manœuvre de l'heure des dirigeants politiques et de maints commentateurs et économistes, y compris d'une partie de la gauche, est de crier à la crise financière aux dépens du bon capitalisme industriel. Le président français en appelle à « *en finir avec un capitalisme financier obsédé par la recherche effrénée du profit à court terme, un capitalisme assis sur la spéculation et sur la rente.* » Vaut mieux sans doute l'objectif du profit à long terme. L'économiste et stratège en chef de la Financière Banque Nationale ne dit pas autrement en avançant « *...qu'on a une des crises financières les plus importantes depuis les années 1930...* ». Lui emboîte le pas le commentateur de gauche du Devoir, Gil Courtemanche : « *Les "gauchistes", dont il fait sien les propos, disaient que la transformation des marchés boursiers en agents d'une économie virtuelle, et non d'une économie fondée sur la production de bien et de services, provoquerait une course au profit immédiat, à des rendements toujours plus impressionnants.* »<sup>34</sup>

Dans la même veine, l'économiste de gauche Michel Chossudovsky, dont les analyses sont reproduits par L'Aut'Journal et Presse-toi-à-gauche, avance que « *[l]a folle course mondiale pour s'approprier la richesse par la "manipulation financière" est la force motrice derrière cette crise. C'est la source du tourbillon économique et de la dévastation sociale [dont] les causes sous-jacentes [sont] [u]n milieu financier totalement déréglementé et caractérisé par un intensif commerce spéculatif.* » allant même jusqu'à parler de « *guerre financière* » dans laquelle tremperait « *[l]a CIA [qui] a ses propres institutions financières sur Wall Street.* » De là à sombrer dans la théorie du complot, il n'y a qu'un pas qu'il n'hésite pas à franchir :

*« Les contacts avec les services de renseignements des États-Unis, avec la CIA et les services secrets, avec le Pentagone sont essentiels pour la conduite du commerce spéculatif, car ils permettent aux spéculateurs d'avoir des renseignements privilégiés sur des décisions de politique extérieure ou de sécurité nationale qui affectent directement les marchés financiers. Un exemple : ils ont acheté des actions des compagnies aériennes dans les jours précédant les attaques du 11 septembre. »*<sup>35</sup>

Ce n'est pas l'avis de l'analyste du New York Times<sup>36</sup>, ni de Jean-Marie Harribey, co-président d'ATTAC-France<sup>37</sup>, ni de Michel Husson, économiste anticapitaliste membre d'ATTAC-France. Selon lui, « *on peut dire que deux thèses s'opposent sur ce point [les rapports entre finance et économie réelle], selon que l'on considère la finance comme parasitaire ou fonctionnelle.* » D'expliquer l'auteur :

---

<sup>34</sup> Le Devoir, 18 octobre 2008

<sup>35</sup> Michel Chossudovsky, Un effondrement financier global, Mondialisation.ca

<sup>36</sup> "Investors are recognizing that the financial crisis is not the fundamental problem. It has merely amplified economic ailments that are now intensifying: vanishing paychecks, falling home prices and diminished spending. And there is no relief in sight." (New-York Times, 16 octobre 2008)

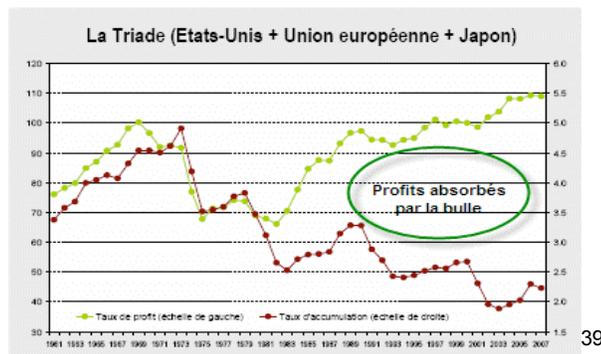
<sup>37</sup> « *La crise qui se déroule sous nos yeux plonge ses racines dans la structure même du capitalisme néolibéral qui s'est imposé depuis 30 ans. Le maître mot fut la restauration des profits, aux dépens des salaires, qui ont nourri une consommation extravagante des classes bourgeoises et des placements grâce à des produits financiers de plus en plus nombreux et sophistiqués, dont l'utilisation était d'autant plus aisée que le crédit était abondant.* » (Interview de Rouge, 16 octobre 2008)

« Depuis le tournant néo-libéral du début des années 1980, le taux de profit s'est considérablement rétabli, mais cela n'a pas conduit à une augmentation du taux d'accumulation. Autrement dit, les profits supplémentaires ont été utilisés à autre chose qu'à l'investissement. [...] Une partie croissante des richesses produites est donc captée par les profits bancaires et les dividendes. La première explication de ce phénomène consiste à dire que la finance pompe les profits réalisés par les entreprises du secteur productif. On parle alors d'une finance parasitaire ou prédatrice, dont les exigences de rentabilité iraient croissant et exerceraient une pression toujours plus forte sur la gestion des entreprises et notamment sur l'emploi. Cette interprétation contient une part de vérité mais elle risque d'exonérer le capitalisme productif.

« Cette approche n'est pas satisfaisante car elle ne peut rendre compte des mutations du capitalisme depuis son entrée dans la phase néo-libérale. Les transformations du système financier doivent être analysées à partir de deux tendances essentielles à l'œuvre depuis le début des années 1980. La première est la baisse continue de la part des richesses produites qui revient aux salariés, à peu près partout dans le monde. [...] C'est cette baisse de la part salariale qui a permis un rétablissement spectaculaire du taux de profit à partir du milieu des années 1980. Mais ce surcroît de profit n'a pas été utilisé pour investir plus. La masse croissante de profits non investis a été principalement distribuée sous forme de revenus financiers, et c'est là que se trouve la source du processus de financiarisation. La différence entre le taux de profit et le taux d'investissement est d'ailleurs un bon indicateur du degré de financiarisation. [...] ... la finance a réussi à capter la majeure partie des gains de productivités au détriment des salariés, en modérant les salaires et en ne réduisant pas suffisamment, voire en augmentant, la durée du travail. [...]

« Ce n'est pas la montée de la finance qui fait baisser les salaires mais c'est, à l'inverse, la montée des profits non investis qui nourrit la finance. [Je souligne, NDLR] [...] La financiarisation n'est donc pas un facteur autonome et elle apparaît comme la contrepartie logique de la baisse de la part salariale et de la raréfaction des occasions d'investissement suffisamment rentables. [...] La caractéristique principale du capitalisme contemporain ne réside donc pas dans l'opposition entre un capital financier et un capital productif, mais dans la dévalorisation du travail et dans l'hyper-concurrence entre capitaux à laquelle conduit la financiarisation. »<sup>38</sup>

**Graphique 10**



39

Correctement caractériser la crise, bien identifier ses causes a des conséquences pratiques sur les prévisions eu égard à son déroulement ultérieur et sur la stratégie de

<sup>38</sup> Michel Husson, La finance et l'économie réelle, <http://hussonet.free.fr/>

<sup>39</sup> Michel Husson, Le taux d'accumulation ne suit plus le taux de profit, <http://hussonet.free.fr/>

gauche de sortie de crise. Les deux aspects sont d'ailleurs intimement liés. Une stratégie de sortie de crise qui rate la cible aura pour conséquence un approfondissement et un élargissement de la crise. Pire, elle mènera telle un boomerang à un retour des fauteurs de trouble à la direction des affaires si ce n'est à un renouvellement du capitalisme néolibéral ou pire encore.

Si on caractérise la crise comme étant avant tout financière ou ayant essentiellement des causes financières, on mettra de l'avant des solutions financières pour s'attaquer à la seule « cupidité » alors que celle-ci n'est qu'une conséquence. Cette analyse est systématique à droite mais elle pénètre aussi profondément à gauche comme on vient de le voir. La réponse de la droite, on le sait car c'est elle qui a le pouvoir, est de « sauver les banques » à coups de billions. La réponse de la gauche qui fait cette analyse est de proposer une re-régulation de la finance<sup>40</sup>. De dire Michel Husson, « *[J]es repentis de la libéralisation n'ont plus que le mot "régulation" à la bouche. Mais les règles seront contournées, comme elles l'ont toujours été, si elles ne sont pas imposées directement. Il faut évidemment soutenir des mesures comme l'interdiction des paradis fiscaux, mais on ne peut pas faire confiance aux autorités monétaires internationales pour réguler durablement la finance.* »<sup>41</sup>

Donner la priorité à la re-régulation c'est tomber dans le panneau du discours de nouveaux convertis du néolibéralisme qui, le président français en tête, vont aller de sommets mondiaux en sommets mondiaux pour ergoter sur une nouvelle architecture de la finance. Pour faire diversion, on fera de la surenchère du genre « *Il faut fonder un nouveau capitalisme sur des valeurs qui mettent la finance au service des entreprises et des citoyens, et non l'inverse.* »<sup>42</sup> À la fin, comme le prédit un ancien président du FMI, la poussière retombera.<sup>43</sup> On aurait intérêt à pointer les projecteurs sur la crise économique, y compris ses importants aspects financiers, tant en termes d'analyse que de remèdes.

---

<sup>40</sup> Voir par exemple la déclaration d'ATTAC-Québec reprise par L'Aut'Journal et Presse-toi-à-gauche : « *Face à la crise financière actuelle, ATTAC-Québec réaffirme la nécessité de mettre fin à l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie. [...] ...revoir la déréglementation des marchés financiers, des banques et de la Bourse, effectuée depuis les vingt-cinq dernières années. [...] ...imposer des limites à leur capacité de spéculer sur les valeurs mobilières et immobilières. Et surtout, il faut d'urgence interdire certains véhicules financiers hyper spéculatifs (swap, futures, options, etc.) et éliminer les fonds à risque (hedge funds). [...] ...d'imposer une taxe sur les transactions financières, qui aurait l'avantage de limiter la spéculation, de stabiliser le marché des changes et d'apporter d'importants revenus qui permettraient de compenser largement aux méfaits d'éventuelles crises.* »

<sup>41</sup> Rouge, 16 octobre 2008

<sup>42</sup> Déclaration de Nicolas Sarkozy (Le Devoir, 20 octobre 2008). Selon cet article, « *On a [lors du sommet des 27 dirigeants de l'UE dans la semaine du 12 octobre] alors appelé à la création d'un nouveau système de régulation internationale à l'exemple de celui qui est né à Bretton Woods, dans le New Hampshire, à la fin de la Seconde Guerre. On a proposé d'en poser les premières pierres lors d'un sommet mondial à New York avant la fin de l'année.* »

<sup>43</sup> « *Est-ce que le choc de la crise et les déclarations des derniers jours des gouvernements annoncent un véritable changement de cap tant sur le plan national qu'international? Ce n'est pas sûr, s'est désolé Michel Camdessus. On l'a cru, au lendemain de la crise asiatique de la fin des années 90. "Mais, la crise passée et l'euphorie revenue, on a oublié de mettre en oeuvre les réformes."* » (Le Devoir, 20 octobre 2008)

## Les avantages, pour la bourgeoisie, d'une crise à la 29-33

Plus personne ne nie la réalité de la crise économique. Peu de gens prétendent encore qu'elle sera courte et peu profonde.<sup>44</sup> Cependant, beaucoup doutent qu'elle aura l'ampleur de la crise de 1929-33. Elle est pourtant déjà mondiale. L'ensemble des pays dépendants est touché<sup>45</sup>, y compris la Chine<sup>46</sup>, de même que tous les pays impérialistes<sup>47</sup>. Même l'industrie de la haute technologie commence à s'en ressentir<sup>48</sup>. La crise dite réelle va empirer la crise financière, ce qu'on parfaitement compris les boursicoteurs :

*"The approach of the calendar year-end, when banks need extra cash to help balance their books, will add to funding strains over the coming weeks. Banks remain weighed down by the same toxic assets that sparked this whole mess. The Americans still insist that they will dip into their \$700 billion bail-out pot to buy up impaired assets, but the new capital injections will deplete their firepower. [T]he downturn in this economic cycle is still young. That means banks will suffer a new set of credit losses in coming months in areas such as credit cards, car loans and commercial property. Stresses in housing markets impose another constraint on lending. Companies are perhaps the biggest concern of all, even though firms have borrowed less than consumers. Default rates remain low but are bound to climb as the economy worsens."* (The Economist, 16/10/08)

Ainsi s'approfondira le cercle vicieux production/finance surtout par l'intermédiaire du *credit crunch* mais aussi par l'« effet de richesse » combinant baisse immobilière et baisse boursière, par le canal surtout des fonds de pensions, ce qui tarira le crédit aux ménages comme aux entreprises et haussera le taux d'épargne des ménages. L'incertitude en rajoutera. Aux ÉU, mais aussi en Grande-Bretagne, en Irlande, en

---

<sup>44</sup> Dans sa langue de bois, le président de la Banque centrale étasunienne de dire : « *Le rythme de l'activité économique va probablement être inférieur à son potentiel pendant plusieurs trimestres* » (Le Devoir, 21 octobre 2008)

<sup>45</sup> *"Private capital flows to emerging markets are expected to plummet 30 percent this year. Exports are suffering as rich economies slow and commodity prices retreat. Remittances from migrant workers — a core source of earnings for many developing countries — are falling fast. Eastern and Central Europe, where much of the banking system is controlled by Western banks, is in particularly dire straits. Pakistan — America's hoped-for ally in the fight against Al Qaeda that also has nuclear weapons — is said to need \$3 billion to \$4 billion to finance a gaping trade deficit. Even robust economies with strong budgets and ample reserves have been walloped by the capital crunch. Two weeks ago, the Mexican peso suffered its steepest drop since the peso crisis of December 1994. The Brazilian real and the Korean won have plunged by a quarter against the dollar."* (Éditorial du New York Times, 20 octobre 2008)

<sup>46</sup> *"China pledges moves to boost slowing economy -- As growth slows by 9 per cent, leaders pledge to boost lending, hike export rebates and slash taxes on housing transactions"* (Globe and Mail, 20 octobre 2008). Pour une argumentation plus élaborée sur la théorie du découplage, de moins en moins crédible, des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) voir mon texte « *La crise : Quatrième rebondissement, état des lieux et perspective* », paragraphe 'G' à <http://www.marcbonhomme.com/files/La%20crise.pdf>

<sup>47</sup> *"America's economy* looked particularly weak. The value of retail sales fell by 1.2% in September, following a 0.4% fall in August. Car sales fell by 4.2% in September, leaving them 20.2% lower than a year earlier. *Britain's* unemployment rate, based on a survey of households, was 5.7% in the three months to August, up sharply from 5.2% in the previous quarter." En taux annuel, le PIB du dernier trimestre décroît dans la zone Euro (-0.7%) et au Japon (-3.0%). (The Economist, Overview et Weekly indicators, 16/10/08)

<sup>48</sup> *"Texas Instruments, which makes chips for cellphones and other devices, warned that orders were slowing rapidly and said it would cut jobs to save money."* (New York Times, 21 octobre 2008)

Espagne, jusqu'à un certain point en France et même en Chine, la crise immobilière frappera encore plus l'industrie de la construction. La baisse des importations qui s'ensuivra, surtout aux ÉU, de même que la continuation du tarissement des investissements directs dans les pays dépendants, transmettra plus encore la crise au restant du monde<sup>49</sup>.

Il n'est pas dit non plus que la massive inflation monétaire provoquée par injections carabinées de fonds gouvernementales, une fois surmontée l'étape de la thésaurisation par peur de manque de liquidités (le *credit crunch*), ne débouchent sur une importante croissance des prix<sup>50</sup>. Ce n'est pas que l'inflation monétaire ne fut pas au rendez-vous durant la période d'euphorie néolibérale mais que ses conséquences, en termes d'augmentation de prix, étaient confinées aux actifs mobiliers et immobiliers<sup>51</sup>. Cette inflation a été voulue par les banques centrales, qui après le choc des hauts taux d'intérêt du début des années 80 pour casser le cercle vicieux de la *stagflation*, et par là la résistance syndicale, a pratiqué une politique inflationniste de bas taux d'intérêt et de dérégulation des marchés financiers. Cette inflation, non saisie par les indices habituelles lesquelles ne mesurent plus ou moins bien son impact sur le panier de consommation, a été la condition monétaire nécessaire à la création de la bulle financière, la divergence entre taux de profit et taux d'investissement étant la condition suffisante.

Dorénavant, l'inflation risque de se faire sentir de nouveau au niveau du panier de consommation. Il y a deux façons pour l'État sauveur des banques de refile la facture au prolétariat. La méthode néolibérale est les coupures et privatisations. Toutefois, cette méthode est difficilement applicable en période de crise ce dont témoigne le discours émergent sur la remise en cause, au Canada, de la politique du déficit zéro<sup>52</sup>. Reste la méthode de la liquidation de la dette par la croissance des prix à la consommation, méthode d'autant plus tentante que le mouvement syndical, brisé par une génération de politiques néolibérales, n'est plus en mesure de résister même sur la défensive en imposant la généralisation des indexations au coût de la vie. Ce mouvement des prix a d'ailleurs déjà débuté et est en pointe, par exemple, dans la petite Islande, un bastion avancé, si l'on peut dire, de la crise où le taux de croissance des prix à la consommation est de 15%<sup>53</sup>

On aurait tort de se laisser impressionner par la baisse récente des prix du pétrole, des autres matières premières et des aliments qui restent encore plus élevés qu'en 2005 ou 2006.<sup>54</sup> Cette baisse des prix fait drôlement l'affaire de l'impérialisme même si

---

<sup>49</sup> Voir Michel Husson, La finance et l'économie réelle, <http://hussonet.free.fr/>

<sup>50</sup> De dire The Economist dans un langage plein de sous-entendus, "*Concern about banks' creditworthiness may yet morph into worry about sovereign risk as the full cost of the various bail-outs becomes clearer, especially if governments decide they also need to boost their economies with a fiscal stimulus.*" (16 octobre 2008)

<sup>51</sup> "*After the Federal Reserve, then chaired by Paul Volcker, broke the back of inflation in the early 1980s, asset prices (property, bonds, shares) rose for much of the next two decades.*" (The Economist, 16/10/08)

<sup>52</sup> « Le retour du déficit à Ottawa », Le Devoir, 19 octobre 2008

<sup>53</sup> « L'Islande au bord du gouffre », Le Devoir, 19 octobre 2008

<sup>54</sup> The Economist commodity-price index, 23 octobre 2008

l'impérialisme canadien s'en trouve lésé. (Le Canada sera encore plus frappé non seulement parce qu'il est à une économie très ouverte surtout et avant tout sur les ÉU, ce qui est particulièrement vrai pour l'Ontario et le Québec, mais aussi parce que l'extension de la crise continuera de précipiter la baisse des prix des matières premières dont le pétrole.) Économiquement, le pétrole bon marché est indispensable au bon fonctionnement du libre-échange au cœur du capitalisme néolibéral car c'est le sang qui coule dans ses veines. Or il faudrait une crise longue et profonde pour casser pour toute une période la hausse des prix pétroliers à cause de la (quasi?)-atteinte du pic pétrolier<sup>55</sup>. D'autant plus que cette hausse explique, en dernière analyse, la hausse des prix alimentaires (agrocarburants, agro-industrie à base de pétrole, transport à longue distance de produits à faible ratio coûts/poids, effet de serre), laquelle hausse renchérit les coûts de main d'œuvre, surtout de celle à bon marché au bord de la survie, ce qui affecte leur productivité au travail.

S'ajoutent des facteurs proprement politiques. La hausse des prix des produits pétroliers renforcent politiquement et économiquement le Venezuela qui s'est mis à faire nombre de nationalisations (payés rubis sur ongle), donne à la Russie la force de tenter de ré-hégémoniser son ancien empire y compris les pipelines qui contournent son territoire, et permet à l'Iran de tenir tête à l'impérialisme<sup>56</sup>. L'échec et l'enlisement des guerres préventives contre l'Iraq et l'Afghanistan, empêchant l'interventionnisme militaire, rendent nécessaires pour l'impérialisme le recours à l'arme économique. Une baisse drastique de la consommation pétrolière aurait aussi l'effet de momentanément désamorcer l'immense mais diffus et peu organisé mouvement écologique.

Plus généralement, pour la bourgeoisie des pays impérialistes, la crise est l'occasion de baisser le salaire réel du prolétariat. Aux ÉU, grâce à la combinaison de la hausse du taux de chômage depuis le début de la crise, et de l'inflation, passé d'un taux de 2% à 5.5%, le taux de croissance du salaire horaire réel est passé de plus 2% en août 2007 à moins 2% à juillet 2008. La banque centrale de la zone euro, jusqu'à la panique d'octobre, non seulement n'avait-elle pas baissé son taux d'intérêt de référence à court terme mais elle l'avait haussé encore au début juillet pour soi-disant combattre l'inflation, en fait parce que la bourgeoisie de la zone euro n'arrive pas à maîtriser les hausses réelles de salaire<sup>57</sup>.

Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie est prête à prendre le risque d'une crise sérieuse parce qu'elle sait le prolétariat sur la défensive, désorganisé et souvent démoralisé. Les mouvements sociaux sud-américains sont paralysés parce que divisés entre ceux qui ont intégré l'orbite des gouvernements de gauche au pouvoir, certains sociaux-libéraux (Brésil, Argentine) d'autres nationalistes anti-impérialistes (Venezuela, Bolivie, Équateur), et ceux qui restent indépendants quitte à soutenir critiquement les gouvernements anti-impérialistes. Les mouvements sociaux aux ÉU, au Canada/Québec, au Japon se sont affaiblis quand ils n'ont pas capitulé tandis que les

---

<sup>55</sup> La spéculation annonce et amplifie les mouvements de prix mais n'explique rien par elle-même.

<sup>56</sup> "Oil-Rich Countries Face a Reckoning -- Falling oil prices are raising questions about whether Venezuela, Iran and Russia can sustain their ambitions". (New York Times, 21 octobre 2008)

<sup>57</sup> "Stronger wage growth and high commodity prices have squeezed profits [...] In Italy and Spain, wage growth is picking up even as unemployment rises." The Economist, 16 août 2008

partis de gauche quelque peu de masse, s'il y en a, y sont sociaux-libéraux. En Chine, malgré une croissance quantitative notable<sup>58</sup>, la riposte sociale est loin de l'unification nationale et absente du terrain politique pour raisons d'absorption de la dissidence dans la classe moyenne et d'une très sévère répression. Reste qu'inégalités, pollutions et corruption y sont criantes. Il ne faudrait pas que la roue de l'accumulation cesse de tourner.<sup>59</sup>

La riposte sociale dans l'UE, à différencier entre pays, semble généralement en panne à peut-être l'exception française. Plusieurs petits et moyens partis de masse anticapitalistes ou antilibéraux se sont effondrés (Angleterre, Écosse, Italie, Espagne), d'autres tiennent le coup (Danemark, Portugal) mais ne progressent pas ou peu. La gauche politique allemande connaît la montée électorale non négligeable d'un « Parti de gauche » dirigé par deux vedettes sociales-libérales et dont certaines sections provinciales forment ou veulent former un gouvernement de coalition avec le néolibéral Parti social-démocrate.

L'espoir du monde, cet automne, se porte sur la France où la section française de la Quatrième Internationale, portant l'éclatant succès électoral et médiatique d'Olivier Besancenot, dotée d'un programme d'urgence anticapitaliste et enracinée dans un mouvement social jusqu'ici en ébullition mais essoufflé par de répétitives et sans effet journées sectorielles de mobilisations, se saborde en muant en « Nouveau parti anticapitaliste » (NPA). Le succès jusqu'ici du processus en marche, qui n'a pas sacrifié la radicalité de son orientation anticapitaliste à son extension (3 000 à 10 000 et on compte toujours), sera testé dès cet automne, avant même sa fondation prévue pour janvier 2009, par sa capacité à contribuer visiblement à construire un front uni anti-Sarkozy qui dépasse les rituelles journées de mobilisation sans lendemain des directions syndicales et qui soit assez puissant pour arrêter la pluie de contre-réformes et les guerres de l'impérialisme français.

---

<sup>58</sup> « *Public protests rose by 50 percent last year* » selon le National Geographic de mai 2008

<sup>59</sup> "Some experts think that China needs growth of 7% a year to contain social unrest." (Éditorial, The Economist, 23 octobre 2008)

## Une sortie de crise anticapitaliste...

Pour sortir de la crise, le NPA propose :

*« ...une réunion d'urgence de toute la gauche sociale et politique, afin de discuter ensemble des moyens de la riposte. Il est décisif qu'un front se constitue pour offrir des repères, des perspectives, dans une situation de crise profonde du système capitaliste, dont le coût de résolution pourrait s'avérer dramatique pour le plus grand nombre. Dans ce cadre de nécessaire riposte unitaire, nous proposons les mesures anticrise suivantes [...] : prendre le contrôle du système financier et bancaire en expropriant les décideurs et propriétaires actuels, en mettant à l'échelle nationale ou européenne un service public bancaire unifié, dirigé par la population et les salariés du secteur, et qui pourrait financer les priorités décidées par la population (services publics, mutation écologique...) ; augmenter le pouvoir d'achat immédiat de l'ensemble de la population de 300 euros net et fixer à 1 500 euros net le salaire et le revenu minimum ; bloquer tous les plans de licenciements en interdisant ceux-ci par la loi, et promouvoir l'emploi pour tous et toutes par la création d'emplois utiles socialement dans les services publics et par une réduction du temps de travail accompagnée, ce coup-ci, d'une embauche proportionnelle obligatoire ; un plan de sortie de la précarité, qui pourrait comporter la suppression de tous les contrats précaires, la mise en œuvre d'allocations pour la dépendance et pour les jeunes en formation, l'annulation de la dette des familles surendettées... »<sup>60</sup>*

Le NPA met en garde contre les pseudo-nationalisations bancaires que l'on annonce en rafales et qui ne sont qu'un voile pour recapitaliser les banques sans aucun contrôle significatif ni obligations de résultats<sup>61</sup> :

*« Ce ne sont même pas des nationalisations, au sens que ce terme a toujours eu, à savoir le transfert à l'État de la propriété et donc du pouvoir de décision. Dans le cas anglais, le gouvernement recevra, en contrepartie des 50 milliards de livres venant du contribuable, des actions d'un type spécial, sans droit de vote. Pour ce qui est des États-Unis, le secrétaire d'État au Trésor, Paulson, a précisé que les parts du capital des banques acquises par l'État ne correspondraient pas à des droits de vote, sauf pour « protéger les droits d'actionnaires ». Malgré les discours officiels sur la nécessité de transformer la façon dont fonctionne la finance, les gouvernements anglais et américains, renoncent donc, par avance, à imposer des règles du jeu différentes. »<sup>62</sup>*

Il s'agit, comme le dit Michel Husson, de nationalisations qui « se limitent à des prises de participation partielles et elles sont conçues comme provisoires.<sup>63</sup> Ces injections

---

<sup>60</sup> Rouge, 16 octobre 2008

<sup>61</sup> "Unfortunately, the bailout legislation does not require banks to modify loans in exchange for the infusion of taxpayer dollars. That means the administration and Congress will have to turn up the political pressure on financial institutions that avail themselves of the government's largess. The Treasury Department should also set up a team to modify any troubled mortgages it gains control of through the bailout.", Éditorial du New York Times, 21/10/08

<sup>62</sup> Rouge, 16 octobre 2008

<sup>63</sup> « Ces banques n'ont pas été nationalisées, elles ont seulement été submergées d'argent », a réagi le chroniqueur économique du Guardian, Simon Jenkins. Elles resteront nombreuses, en concurrence l'une contre l'autre et dirigées par des conseils d'administration indépendants. Leurs employés ne seront pas des fonctionnaires. Les investisseurs conserveront leurs actions. Les bonus salariaux reviendront. Les responsables de la crise, ou quelques-uns d'entre eux seront punis, mais ce n'est pas l'avènement d'une

*d'argent public ne serviront qu'à accélérer les restructurations et, en fin de compte, à rétablir le profit des banques sur le dos des contribuables.* »<sup>64</sup> ATTAC-France va dans la même direction tout en demeurant imprécise sur la question de l'expropriation : « *[!] est hors de question de socialiser les pertes par des nationalisations temporaires, puis de privatiser des institutions redevenues rentables grâce à l'argent des citoyens. Les banques doivent être placées et maintenues sous contrôle public et démocratique.* »<sup>65</sup>

On criera peut-être à l'utopie. Voudrait-on d'une sortie de crise à la japonaise ? Après avoir utilisé au maximum les politiques monétaires (taux d'intérêt à court terme nul, dette national record), la société japonaise est passée d'une des plus égalitaires à une des plus inégalitaires et insécuritaires<sup>66</sup>. On a souvent dit que l'erreur du gouvernement japonais a été de trop se traîner les pieds avant d'intervenir tout comme les gouvernements lors de la crise de 1929. Ce qu'on dit moins c'est que cet interventionnisme a été drastique<sup>67</sup> et que l'isolement de la crise japonaise a fait que le Japon a pu s'appuyer sur un boom des exportations en Chine (et aux ÉU) pour éviter le pire. Si l'intervention du gouvernement s'est faite attendre, c'est que les années de croissance négative, pour lesquelles on peut vraiment parler de crise et non de stagnation, n'ont commencé qu'en 1998<sup>68</sup>.

---

*ère de socialisme, seulement de l'argent public jeté à la face du capitalisme.* » (Le Devoir, 22 octobre 2008)

<sup>64</sup> Le 20 octobre, la France injecte 10.5 milliards d'euros pour six banques françaises sans « *que l'État ne rentre dans l'actionnariat de ces banques...* » (Le Devoir, 21 octobre 2008)

<sup>65</sup> Déclaration du 12 octobre d'ATTAC-France. Malgré que cette déclaration affirme d'emblée « *Attac s'est construite autour d'un mot d'ordre, désarmer les marchés financiers...* », ses analyses et propositions dépassent en pratique cette limite. Par exemple, « *[!] Je gonflement, puis l'éclatement de la bulle financière sont liés à la modification de la répartition des revenus ces dernières décennies, au détriment des salariés et au profit des plus riches, qui ont trouvé dans la spéculation un moyen supplémentaire d'amplifier leurs bénéfices. Il est indispensable d'inverser cette tendance, d'une part en introduisant une imposition progressive des revenus du capital, voire en fixant un revenu maximum, de l'autre en redistribuant les richesses de façon équitable, ce qui implique, entre autres, des augmentations de salaires et une meilleure protection sociale.* » Ou encore, « *la dette des pays pauvres apparaît plus que jamais comme une odieuse absurdité : elle doit être immédiatement annulée, et sans contrepartie. De la même façon, les investissements collectifs indispensables pour préparer la reconversion énergétique et la sortie du productivisme sont ignorés. Or, la gravité de la crise écologique est une raison supplémentaire pour enlever au marché le gouvernement de la planète.* »

<sup>66</sup> « *The 'lost decade' irrevocably changed Japan. At the start of the crisis in 1990 it was one of the most egalitarian rich nations on earth. But income inequality increased more than twice as fast as it did in America and Europe; today Japan is above the OECD average. Relative poverty is higher than in many rich countries. Long one of the safest societies in the world, street crime began to matter. Many full-time jobs were filled by cheaper, short-term and part-time workers. They do not pay pension contributions, storing up problems for the future.* (The Economist, 16 octobre 2008)

<sup>67</sup> « *The gross national debt soared to 180% of GDP—three times more than America's and the largest within the OECD. The Bank of Japan kept interest rates at zero for nearly six years.* » (The Economist, 16 octobre 2008)

<sup>68</sup> The Economist, 6 octobre 2005

## ... ou le retour à Keynes

Or, désormais la crise est mondiale. Et elle continue à se déployer à marches rapides malgré une forte utilisation des outils monétaires et, dans une moindre mesure, fiscaux :

*« Le spectre de 1929 est en train de réapparaître. Jusque là, beaucoup d'observateurs pouvaient à juste titre souligner la différence avec 1929 : les gouvernements et les autorités financières avaient cette fois pris la mesure de la crise et leur intervention empêcherait qu'elle suive le même scénario qu'en 1929. Ce n'était pas faux, mais l'incapacité de ces interventions à mordre sur la situation et à faire repartir les Bourses à la hausse conduit à changer de perspective. »<sup>69</sup>*

Certes, il reste encore un peu de marge de manœuvre à la politique monétaire. Le taux d'intérêt de référence à court terme n'est pas encore nul. Cependant, les gouvernements réalisent de plus en plus que le *credit crunch* signifie qu'on est dans ce que Keynes qualifiait de « trappe de liquidité » d'où son insistance à recourir aux politiques fiscales. On redécouvre Keynes<sup>70</sup>. L'économiste en chef de la Financière Banque Nationale s'en réclame<sup>71</sup>. Le très influent président de la Banque centrale des ÉU déclare que « l'examen d'un plan budgétaire [de relance] par le Congrès dans le contexte actuel semble approprié. »<sup>72</sup> Le Congrès étatsunien s'apprête donc à rééditer l'injection de 150 G\$ dans autre chose que les banques, ce qu'il avait déjà fait en février 2008 sans résultat autre qu'un effet de retardement.<sup>73</sup> On voit mal ce que changerait cette réédition de la même mesure alors que la crise s'est envenimée depuis lors.

Non seulement le retour à la politique fiscale aux ÉU risque d'être inefficace mais aussi la marge de manœuvre est déjà bien entamée :

*« Le déficit budgétaire des États-Unis pour l'exercice 2008 (clos fin septembre) a atteint 438 milliards de dollars (322 milliards d'euros), soit 3,1 % du produit intérieur brut (PIB), a indiqué mardi le bureau du Budget du Congrès américain (Congressional Budget Office, CBO). En 2009, le déficit devrait se creuser encore, en raison du vote du plan d'assainissement des banques de 700 milliards de dollars. Pour l'exercice 2007, le déficit budgétaire américain s'était établi à 163 milliards de dollars, représentant 1,2 % du PIB, selon le CBO, qui surveille les dépenses fédérales au nom du Sénat et de la Chambre des représentants. »<sup>74</sup>*

---

<sup>69</sup> Michel Husson, « Où va la crise ? », à paraître dans *Les cahiers du socialisme* (Québec)

<sup>70</sup> « Keynes au goût du jour », *Le Devoir*, 22 octobre 2008

<sup>71</sup> « Le retour du déficit à Ottawa », *Le Devoir*, 19 octobre 2008

<sup>72</sup> *Le Devoir*, 21 octobre 2008

<sup>73</sup> « Pour contrer cette tendance, Washington pensait avoir trouvé la parade en lançant un plan de relance de 168 milliards qui s'est traduit par l'envoi de chèques conséquents de remises d'impôts. Mais les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances. » (*Le Devoir*, 8 août 2008)

<sup>74</sup> *Le Monde*, 8 octobre 2008. Le 20 octobre, le *New York Times* ajoutait que "[w]ith the bank bailout, the Congressional Budget Office estimates that the deficit in the current fiscal year will reach roughly \$700 billion, up more than 50 percent from the previous year."

Ajoutons que le gouvernement étasunien, pour de nouveau voler au secours des banques, sera sans doute « *appelé à faire «rebelote», qu'il a sur les bras deux guerres coûtant près de mille milliards [...] et que la dette accumulée avoisine les 10 000 milliards [10 T\$], soit les deux tiers du PIB américain.* »<sup>75</sup> À son sommet, lors de la Deuxième guerre mondiale, la dette du gouvernement étasunien atteignait 120% du PIB<sup>76</sup>. Si ce critère sert de jauge, on peut faire l'hypothèse que les ÉU ont encore environ 6 T\$ de marge de manœuvre (120-70=50% du PIB). Si on accepte plutôt comme jauge l'actuel ratio japonais (180%), la marge de manœuvre serait d'environ 13 T\$. Le gouvernement étasunien a déjà payé ou engagé plus de 6 T\$ pour sauver le système bancaire<sup>77</sup>. Quand on réalise l'ampleur du système de crédit parallèle, d'une valeur notionnelle de 600 T\$<sup>78</sup>, qui pourrait s'écrouler, on réalise la totale ineptie de la politique de « sauver les banques ».

D'où la ferveur des néo-keynésiens et des nouveaux convertis. Sauf qu'il ne s'agit pour eux de sauver la dite économie réelle pour le bien de toutes et tous mais pour... sauver les banques, c'est-à-dire sauver le capitalisme dont le capital financier est le centre stratégique.<sup>79</sup> Le problème pour un sauvetage capitaliste de l'économie réelle c'est qu'il faudrait soutenir la grande majorité de la population, c'est-à-dire le prolétariat, en haussant salaires, programmes sociaux et services publics dans le respect des équilibres écologiques.<sup>80</sup> Cette solution, simple et évidente, réglerait la crise en un

---

<sup>75</sup> François Brousseau, Le Devoir, 20 octobre 2008

<sup>76</sup> Voir graphique 3

<sup>77</sup> Voir notes 7 et 10 plus haut

<sup>78</sup> Voir note 20

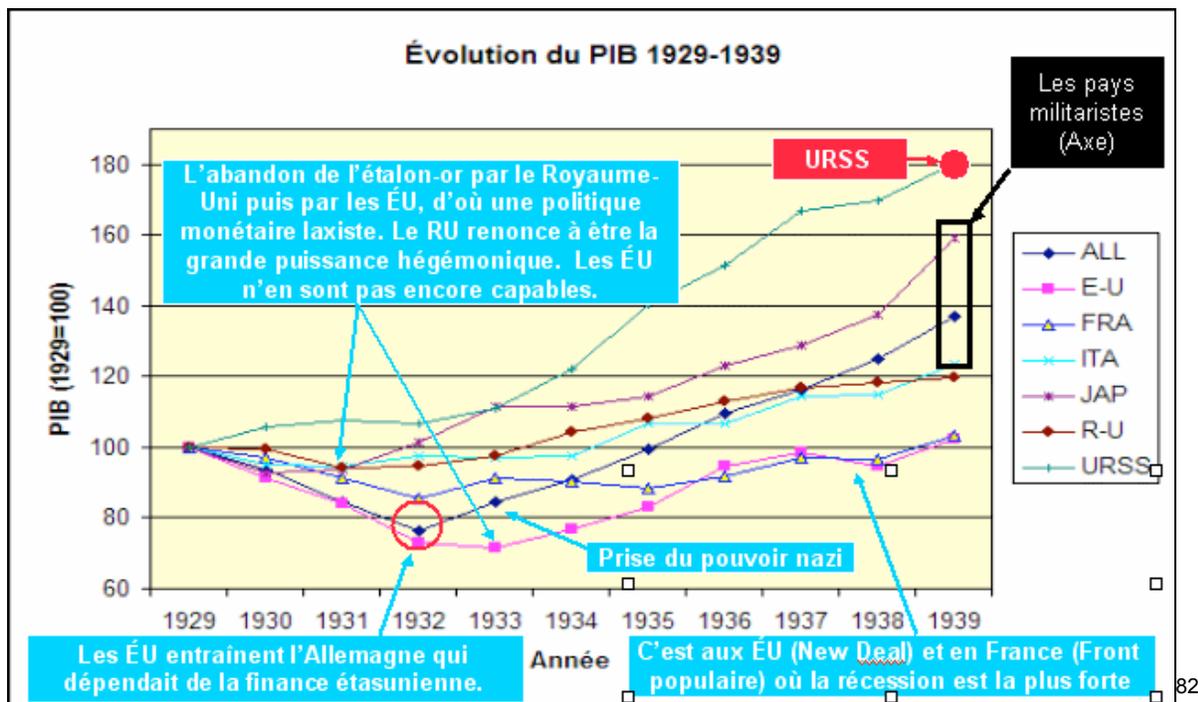
<sup>79</sup> La direction de la Confédération syndicale internationale (CSI), dans sa déclaration du 8 octobre, n'échappe à la logique du sauvetage des banques: (« *Les interventions des banques centrales et des gouvernements ces derniers jours pour rétablir la confiance et stabiliser les marchés du crédit étaient nécessaires pour sauver le système bancaire. [...] Nous devons nous atteler à une nouvelle architecture réglementaire couvrant non seulement le secteur bancaire mais aussi le système financier parallèle* ») même si elle appelle aussi au soutien de l'économie réelle (« *Les ministres des finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales doivent mettre en place un plan de sauvetage coordonné visant à relancer l'économie réelle du G7 et au delà. Les gouvernements doivent engager des programmes d'investissement dans les infrastructures ainsi que dans les 'emplois verts' pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Des dépenses et une fiscalité ciblées doivent par ailleurs être introduites pour soutenir le pouvoir d'achat des salariés à faible et moyen revenus.* ») Manque un plan d'action s'appuyant sur une mobilisation mondiale du prolétariat syndiqué. On trouve plutôt un appel à la collaboration de classe : « *Les organisations syndicales internationales sont prêtes à tenir leur rôle dans ce processus.* »

<sup>80</sup> La direction de Québec solidaire, dans sa déclaration du 20 octobre 2008, croit qu'il suffit de « *retir[er] des mains des spéculateurs les retraites des Québécois-es* » en proposant une « *augmentation [je souligne, NDLR] volontaire dans la cotisation du RRQ pouvant aller jusqu'à 13 % du revenu.* » , un plafonnement des REER à 10 000\$ et une Caisse de dépôts plus écologique et sociale. Comme deuxième volet, elle propose de « *[p]rotéger notre développement économique contre la cupidité du profit sans limite.* » Vive le profit limité ! Pour y arriver, il faudrait « *[f]inancer les centres locaux de développement (CLD)* » c'est-à-dire financer la PME au détriment des multinationales. Pour aider davantage la PME, il faudrait « *[é]tablir une politique gouvernementale d'achat local* » bien entendu « *écologique et socialement responsable.* » En cas de fermetures d'usine, il faudrait « *[e]ncourager les coopératives de travailleurs et travailleuses qui reprennent les entreprises rentables* » qui devront « *rembourse[r] tous les prêts et aides fiscales qu'elles ont reçus* » et au diable les travailleuses d'entreprises non rentables qui seront nombreuses avec l'approfondissement de la crise. De telles propositions, qui font l'impasse sur tout programme de création d'emploi, toute bonification des programmes sociaux, tout investissement écologique public, tout encadrement de la finance, font de l'économiste néo-keynésien et nobellisé, Paul Krugman, et de la direction de la CSI des révolutionnaires.

tournemain. Elle suppose, cependant, une rupture avec le capitalisme, qui carbure à la maximisation des profits, donc de la minimisation des coûts, sous le joug de la loi de la concurrence. Cette rupture fait l'hypothèse d'une démocratie totale, c'est-à-dire embrassant le champ économique (et financier)... à moins de croire à une platonicienne dictature des sages.

Le « New Deal », première application du keynésianisme avant l'heure, s'y est d'ailleurs cassé les dents. Le chômage étasunien fut certes ramené de 25% à 15% en 1937, davantage suite à un changement de la politique monétaire qu'à cause du New Deal, niveau où il était encore en 1940<sup>81</sup>. Il fallut attendre la Deuxième guerre pour qu'il soit ramené au niveau de 1928. Un « keynésianisme » capitaliste qui réussit (plein emploi) est un keynésianisme militariste. Dans ce cadre, plus un régime est autoritaire, plus il réussit, telle l'Allemagne nazie. Plus il est de centre-gauche, moins il réussit, telle la France du Front populaire :

**Graphique 11**



Si le plein emploi fut momentanément atteint durant les « trente glorieuses » (1945-1975), deuxième essai du keynésianisme, c'est que les dévastations dues à la Deuxième guerre ont créé un rapport de forces révolutionnaire dans un grand nombre de pays importants (France, Italie, Chine...) qui a permis au prolétariat d'arracher momentanément de substantielles concessions pour empêcher cette révolution. Ces

<sup>81</sup> Voir graphique 2

<sup>82</sup> Source : « Grande dépression », Wikipédia

concessions, cependant, le capitalisme les a encadrées dans une « économie de guerre permanente ». On retient donc qu'il a été possible d'atteindre momentanément le plein emploi sans guerre chaude impliquant directement les pays impérialistes mais dans le cadre d'une mobilisation guerrière permanente, celle de la « guerre froide » contre le communisme.<sup>83</sup>

Le capitalisme néolibéralisé a transformé la guerre froide contre le communisme en guerre chaude permanente contre l'islam dite « guerre contre le terrorisme », en réalité guerre du pétrole. En poussant dans les câbles le capitalisme néolibéral, la crise économique envenime les contradictions en son sein. C'est le prolétariat qui paie le sauvetage des banques. Ce sont très majoritairement les pays dépendants qui paient l'effondrement des cours des produits énergétiques et des matières premières. Ce sont eux aussi, pas les mêmes, qui majoritairement paient le dégonflement des exportations vers les marchés des pays impérialistes.

Or comme le disait le dirigeant socialiste français Jaurès voyant venir la Première guerre mondiale, « le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage ». Si cette fois-ci l'orage ne sera pas une guerre mondiale, la prééminence militaire étasunienne étant trop forte pour être contestée malgré les enlisements irakien et afghan, elle risque d'être une généralisation des guerres chaudes et des occupations dans les zones pétrolières et de grandes richesses naturelles (ex. l'Est du Congo) ou dans les zones contestées entre grandes ou moyennes puissances (ex. la Géorgie). Avec l'affaiblissement de la puissance étasunienne, la tentation sera grande de tester le terrain sur les points faibles de sa domination d'autant plus que le chauvinisme guerrier a toujours été un exutoire à la lutte sociale qui finira bien par pointer son nez. Le coût en sera, en est déjà, prohibitif pour les ÉU. Les dépenses guerrières et sécuritaires passeront après le sauvetage des banques mais avant toute dépense sociale.

---

<sup>83</sup> Pour une argumentation plus serrée sur les rapports entre New Deal et État providence d'une part et crise économique et plein emploi d'autre part, voir le paragraphe 'I' de mon texte « *La crise : Quatrième rebondissement, état des lieux et perspective* » à <http://www.marcbonhomme.com/files/La%20crise.pdf>

## Un néolibéralisme... étatique pour un « capitalisme vert »

Il ne faut pas non plus s'imaginer que ce capitalisme néolibéral, de plus en plus guerrier, autoritaire et... étatique va sacrifier sa substantifique moelle, la libre circulation des capitaux et son corollaire, le libre-échange encadré par les accords de l'OMC, de l'ALÉNA, etc..<sup>84</sup> L'échec de Doha, cet été, qui suit la mise au rancart de la ZLÉA, tout comme l'échec de la Constitution néolibérale de l'Union européenne, les grands de ce monde les ont dans la gorge et réalisent le danger du vide idéologique qui en découle. La compétition inter-impérialiste, pour ne pas dégénérer en zones exclusives protectionnistes elles-mêmes prémonitoires de guerres mondiales porteuses de révolutions, doit être encadré par un nouveau système mondial.<sup>85</sup> Les grandes puissances, Chine comprise, réalisent la place centrale que gardent les ÉU ...<sup>86</sup> quelles que soient les rodomontades populistes du président français.

Ce n'est pas pour rien que dans la tourmente le dollar, paradoxalement, se renforce contre les autres grandes monnaies y compris aux dépens de l'or.<sup>87</sup> Il y a certes une peur d'une dévaluation inflationniste du dollar alors que les gargantuesques réserves de changes, alimentées par un énorme déficit du compte courant étasunien qui ne se dément pas, sont plus que jamais en dollars. Mais il y a surtout une peur d'un effondrement de l'économie étasunienne, pivot de l'économie mondiale tant par l'importance de son marché que par la fonction de pompe aspirante et redistributive du capital mondial à travers Wall Street appuyé par l'anglaise City, laquelle fonction se fonde sur le dollar comme monnaie mondiale ; pivot aussi politico-militaire de la stabilité impérialiste du monde de par l'importance de son armée postée aux quatre coins du globe. Cette fois-ci, malgré leurs inévitables divisions basées sur les intérêts divergents de leurs capitaux nationaux, les puissances font tout pour ne pas tomber dans la trappe de l'isolationnisme des années 30.

Les pays impérialistes savent fort bien que la recette miracle de leur unité réside dans le renforcement de l'exploitation commune du prolétariat et de la domination commune des peuples. Tant que le gâteau de la plus-value s'accroît, à bien distinguer de la

---

<sup>84</sup> « L'objectif n'est pas d'arrêter la mondialisation, mais de la faire mieux fonctionner » de dire Tony Blair, le nouveau sage du néolibéralisme (Le Devoir, 23 octobre 2008)

<sup>85</sup> De dire Tony Blair, « "La cause immédiate de la crise financière mondiale a été l'effondrement des subprimes, mais la cause fondamentale est l'intégration économique mondiale" [...] En fait, s'il n'y avait qu'un seul geste à poser, ce serait celui de relancer et de conclure les négociations du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce. "Cela enverrait un message fort que la solution n'est pas dans le repli sur soi, mais au contraire dans une plus grande ouverture sur les autres." [...] "Personne ne peut plus non plus espérer se mettre à l'abri derrière ses frontières." » (Le Devoir, 23 octobre 2008)

<sup>86</sup> De conclure Tony Blair : « "...si l'on s'attend aujourd'hui à ce que les États-Unis fassent l'effort d'écouter les autres, on doit aussi être prêts à répondre à l'appel au moment d'agir." » (Le Devoir, 23 octobre 2008)

<sup>87</sup> "The U.S. dollar's rally to two-year highs against a basket of major currencies was driven by a host of factors, including repatriation of capital from emerging markets, falling commodity prices, relentless banking stress and hopes for a U.S. government fiscal boost to its economy." (Globe and Mail, 22 octobre 2008)

croissance du PIB<sup>88</sup>, les chicanes inter-impérialistes sont gérables. Le déploiement de la crise, comme on l'a vu, est justement l'occasion du renforcement de la mainmise de la bourgeoisie. Mais comment résoudre le problème de la demande solvable que le capitalisme néolibérale avait (mal) résolu par l'endettement généralisé, système qui maintenant s'écroule ? La réponse est sa mutation en « capitalisme vert » en se servant de la crise pour se restructurer de sorte à pouvoir capter la plus-value pour financer de gigantesques projets de restructurations surtout énergétiques et de transports.<sup>89</sup>

On objectera que cette demande solvable n'est pas finale et qu'elle ne saurait l'être sur la base d'un prolétariat appauvri. C'est là rester prisonnier d'une vision keynésienne de l'économie. Le moteur principal de la demande solvable des « trente glorieuses » ne fut pas en effet la consommation de masse mais le gigantesque effort de reconstruction suite aux dévastations de la guerre, financé par les vainqueurs (ex. les plans Marshall et Dodge) sans oublier le tout autant immense labeur de ré-équipement de l'industrie des pays anglo-saxons épuisée par l'effort de guerre. Ensuite vint la *pent-up demand* des classes moyennes alimentée par les bonds de la victoire puis par le crédit hypothécaire qui à son tour nécessita un grand déploiement de travaux publics financés par la dette publique.

La consommation de masse prolétarienne, financée par la généralisation du crédit et stimulée par une nouvelle intensité de la publicité ne vint que prolonger cette massive demande solvable primaire. Le keynésianisme oublie que c'est l'accumulation du capital en lui-même qui génère la dite demande finale car pour s'accomplir celle-ci a besoin de main d'œuvre, c'est-à-dire de capital variable qui seul crée de la valeur. La dynamique capitaliste fait en sorte que ce soit l'offre qui crée la demande et non pas les besoins sociaux qui déterminent la structure de la production dans le cadre du plein emploi. Ce qu'il faut pour faire tourner la roue ce sont des capitaux disponibles — la bulle spéculative en regorge —, des occasions d'investissement — le « capitalisme vert » les fournira —, et une paix sociale — le catastrophisme de l'effet de serre propagé par les nouveaux convertis néolibéraux y verra... et sera plus crédible que la peur de l'islam entretenue à coups de mensonges.

Il faut réaliser que la crise écologique est un défi et une opportunité pour à la fois la bourgeoisie et le prolétariat. Au capitalisme vert des premiers répond l'écোসocialisme des seconds<sup>90</sup>.

---

<sup>88</sup> Dès le premier livre du *Capital*, dans son paragraphe sur l'Irlande (Le *Capital* - Livre premier, Le développement de la production capitaliste, VII<sup>e</sup> section : Accumulation du capital, Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste, V. - Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste, f) Irlande.) qui anticipait la subsumption impérialiste du capitalisme mature sur le monde, Karl Marx explique qu'à la naissance de ce qui sera appelé impérialisme la plus-value s'accroît aux dépens de la baisse de la production nationale, donc de la valeur produite, et même que la domination non subsumée qui précède la subsumption est particulièrement anti-écologique. S'ensuit une persistante surpopulation relative malgré une baisse substantielle de la population.

<sup>89</sup> Voir, par exemple, le plan proposé par le National Geographic d'octobre 2007 sur la base d'une proposition d'un groupe d'experts de l'Université Princeton.

<sup>90</sup> On trouvera mon texte « *Capitalisme « vert » ou écোসocialisme* » sur le blog de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve de Québec solidaire — <http://qshm.blogspot.com/>

La première solution passe par une crise qui sera aussi longue et profonde que la crise de 1929-33 suivie d'une récession prolongée jusqu'en 1940 puis d'une guerre dévastatrice allant jusqu'à la barbarie de l'holocauste des juifs et des roms, les bombardements massifs des populations civiles allemandes et japonaises et l'utilisation de l'arme atomique par deux fois. Certes, le scénario n'est pas le même. La bourgeoisie, cette fois, intervient massivement en amont de la crise mais sans résultat probant sauf à retarder son déploiement. La dernière fois, la guerre a abouti au bout de dix ans de crise et de récession... si on veut bien oublier la guerre civile espagnole, l'invasion japonaise de la Chine du Nord-Est puis du Sud-Est et l'invasion italienne de l'Éthiopie. Cette fois-ci, la guerre du pétrole est au rendez-vous dès avant le début de la crise. Elle reste cependant limitée (mais chère) sauf pour les Irakiennes et les Afghanes (et les Palestiniennes) sans compter maintes guerres civiles africaines où les puissances impérialistes interviennent en sous-main. Mais elle n'a pas fini de se déployer.

Il revient au prolétariat mondial de démentir ce sombre pronostic. La morose situation actuelle pourrait se retourner assez rapidement si le prolétariat mettait derrière lui l'échec historique du « socialisme réellement existant », en tirait les leçons en termes de démocratie participative mise réellement en pratique et réalisait que le programme écosocialiste est la réponse du XXI<sup>è</sup> siècle à la crise économique du capitalisme néolibéral.

**Marc Bonhomme, 24 octobre 2008**